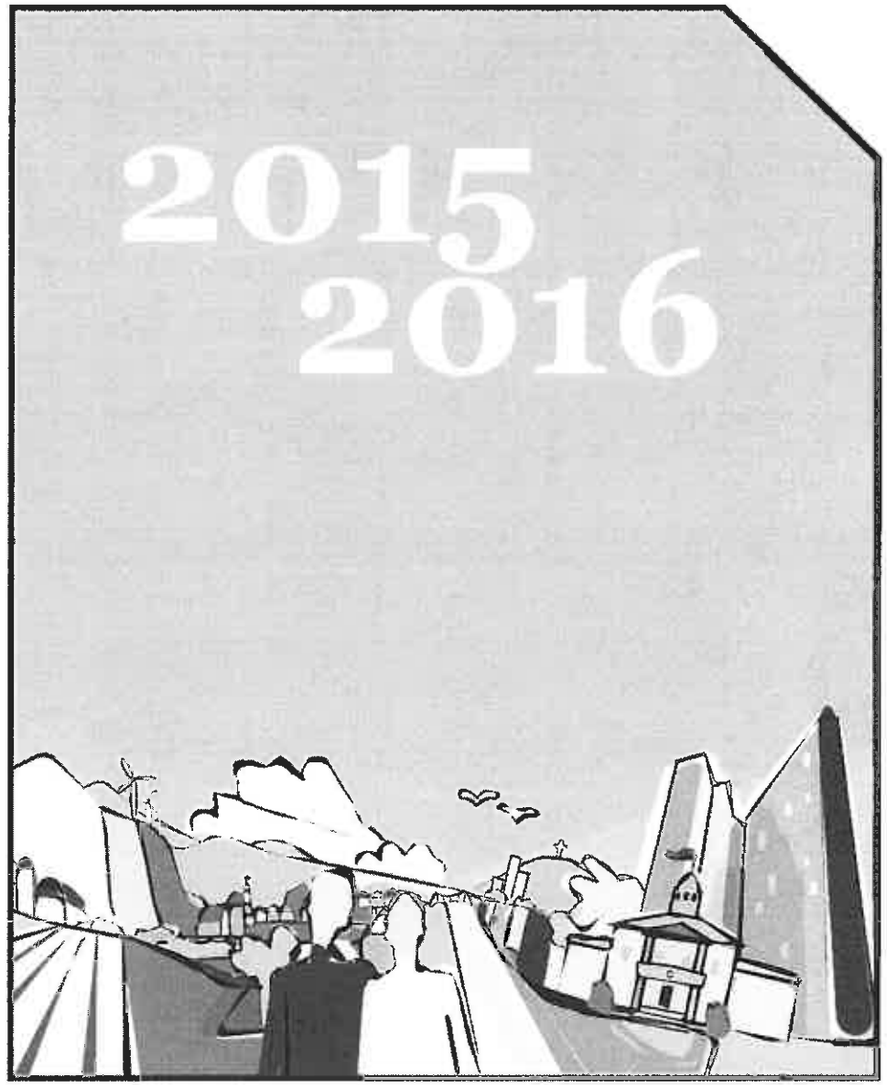
Étude des crédits

Demande de renseignements généraux



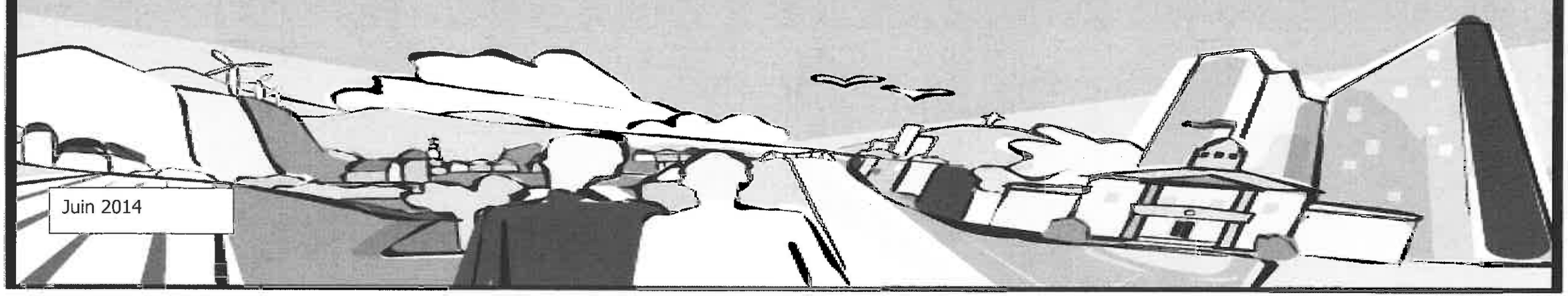
Avril 2015

Affaires municipales et Occupation du territoire
Québec

TABLE DES MATIÈRES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX



Juin 2014

Québec

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
1	Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2014-2015 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
2	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes pour 2014-2015 : a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; b) les coûts ventilés; c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc. d) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : <u>Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :</u> a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; <u>Par une firme externe :</u> d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
5	La liste des dépenses en formation de communication : <u>Organisée par le ministère ou l'organisme :</u> a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; <u>Organisée par une firme externe :</u> d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
6	La liste des dépenses en formation de communication : <u>Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :</u> a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes concernées.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux
Table de matières

7	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
9	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant : Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format. a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande; f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux
Table de matières

10	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015 : a) le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux
Table de matières

12	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 $ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux
Table de matières

13	Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes: a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec; b) à l'extérieur du Québec.
14	Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », IPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); c) le nombre de téléavertisseurs utilisés; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) les ordinateurs portables; j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés; k) le coût des frais d'itinérance. l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux
Table de matières

15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus. b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins. c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel. d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi. e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail. f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel. g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique. i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers. j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions). k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir. l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie. M le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions). n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires. o) le nombre d'employés permanents et temporaires. p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux
Table de matières

16	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : a) le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées. b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines. c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées. d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18	Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux
Table de matières

19	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2014-2015, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2014-2015; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*
20	Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale. c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux
Table de matières

21	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
22	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2015-2016.
23	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), founir pour 2014-2015, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) prévisions pour 2015-2016; c) par catégorie d'âge.
24	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux
Table de matières

25	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.
26	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
27	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits ») g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.
28	Nominations, depuis le 1er avril 2014, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) les contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux
Table de matières

29	Pour 2014-2015, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
30	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 : a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
31	La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2014-2015 : a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
32	La liste des ententes et leur nature, signées en 2014-2015 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
33	Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.
34	Tel que le mentionne la *Politique de financement des services publics*, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2015-2016.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux
Table de matières

35	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2014-2015 et les prévisions 2015-2016.
36	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2015-2016 et 2016-2017, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
37	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
38	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
39	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2014-2015 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
40	Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
41	Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés; c) boni ou prime relié au déplacement de la fonction.
42	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux
Table de matières

43	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
44	Coûts de reconduction des programmes existantes : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2014-2015 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2015-2016. Pour chacun de ces programmes existants en 2014-2015, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2015-2016, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
45	Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
46	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en oeuvre du Plan Nord en 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.
47	Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en oeuvre du Plan Nord pour 2014-2015 et prévision pour 2015-2016.
48	Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics. Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format. Si oui, fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux
Table de matières

49	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
50	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : a) la masse salariale. b) des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
51	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
52	Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre: a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. Fournir les prévisions pour 2015-2016.
53	Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2014-2015 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux
Table de matières

54	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 en indiquant pour chacun : a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 1	Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2014-2015 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

Endroit	Date du voyage	But du voyage / Bilan du voyage	Participants concernés / Personnes rencontrées	Coût réel ($)
Charlottetown – Île-du-Prince-Édouard	15 au 18 juillet 2014	Participer à la Réunion provinciale et territoriale des ministres responsables des administrations locales.	- Pierre Moreau, ministre - Olivier Parent, directeur de cabinet - Frédéric Guay, sous-ministre adjoint aux infrastructures et finances municipales	3 322,32
Toronto – Ontario	6 août 2014	Représenter le ministre des Affaires municipales au sommet pancanadien sur l'infrastructure publique.	- Frédéric Guay, sous-ministre adjoint aux infrastructures et finances municipales	812,72
Toronto - Ontario	24 au 25 septembre 2014	Participer à la rencontre du Conseil d'administration du Comité des fonctionnaires provinciaux et territoriaux en vue de la préparation de la Conférence provinciale-territoriale des ministres responsables des administrations locales.	- David Faucher-Lamontagne, coordonnateur aux relations hors Québec	604,84

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 2	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes pour 2014-2015 : a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; b) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc. d) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Destination	Date du voyage	Coûts
Gatineau	22 mai 2014	2 708,45 $
Charlottetown	15 juillet 2014	1 508,97 $
Îles-de-la-Madeleine	9 juillet 2014	2 823,39 $
Kuujjuaq	20 juillet 2014	4 174,50 $
Gaspésie	10 septembre 2014	975,36 $
Îles-de-la-Madeleine	22 septembre 2014	3 676,96 $
Rouyn-Noranda - Val-d'Or	29 septembre 2014	4 292,48 $
Gatineau	24 novembre 2014	774,36 $
Chibougamau - Kuujjuaq - Kangiqsujuak	21 janvier 2015	13 270,52 $
Gaspésie	30 janvier 2015	2 415,00 $

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Publicité	
Fournisseurs	**Coût 2014-2015**
Centre de services partagés du Québec – Information gouvernementale	4 619,68 $

Photographes	
Fournisseurs	**Coût 2014-2015**
Photographie Visions Roch Théroux	600,00 $
Paradis, Jean-Guy (photographe)	174,86 $
Le Studio Pub-Photo inc.	412,50 $

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Commandites/Ententes de partenariat et de visibilité	
Organismes bénéficiaires	**Coût 2014-2015**
Ordre professionnel des urbanistes du Québec	700,00 $
Fonds d'information sur le territoire	1 570,45 $
Arts et la Ville, Les	2 500,00 $
Fédération québécoise des municipalités (FQM)	24 700,00 $

Objets promotionnels	
Fournisseurs	**Coût 2014-2015**
Publicité Méritas inc.	4 351,00 $
Imprimeries Transcontinental inc.	1 127,00 $

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Communiqués de presse	
Fournisseurs	**Coût 2014-2015**
CNW Telbec	2 567,86 $

N.b : Pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par une firme externe : d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016 , ventilées par type d'événements; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Événements ministériels

Sujet : **Grands prix de la ruralité 2014**

But visé : Hommage public au sens de l'innovation et au rôle stratégique des communautés rurales dans le Québec d'aujourd'hui.

Fournisseurs : Studio Pub-Photo inc.(gré à gré), Asystel (gré à gré), Publicité Méritas inc.(appel d'offre sur invitation), Graphica impression inc. (gré à gré), et Les Copies de la Capitale inc. (gré à gré).

Budget total : 3 593,62 $

Sujet : **Mérite municipal 2014**

But visé : Souligner l'engagement exceptionnel de personnes, d'organismes et de municipalités qui ont contribué à améliorer la qualité de vie des citoyennes et des citoyens de leur milieu et à en assurer le développement.

Fournisseurs : Centre de services partagés du Québec (CSPQ), Restaurant le Parlementaire (gré à gré), Publicité Méritas (appel d'offre sur invitation), Les Copies de la Capitale inc. (gré à gré), et Photographie Visions Roch Théroux (gré à gré),

Budget total : 14 657,70 $

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par une firme externe : d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016 , ventilées par type d'événements; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Conférences de presse

Sujet : **Annonce au sujet de la reconstruction et de la relance économique de la ville de Lac-Mégantic**
But visé : Affirmer l'importance de réaliser une étude de faisabilité sur une voie de contournement et d'identifier les éléments que devrait contenir cette étude.
Fournisseur : Centre de services partagés du Québec (CSPQ)
Budget total : 2 291,43 $

Sujet : **Annonce dans le cadre du transfert d'une partie des revenus de la taxe fédérale sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ)**
But visé : Annonce d'une aide financière pour le renouvellement de conduites d'eau potable aux municipalités des Îles-de-la-Madeleine et de Grosse-Île.
Fournisseur : La Boîte à chanson (gré à gré)
Budget total : 140,00 $

Sujet : **Annonce d'une aide financière à la Ville de Lac-Mégantic**
But visé : Annonce d'une aide financière pour indemniser les victimes de la tragédie de Lac-Mégantic et pour reconstruire le centre-ville.
Fournisseur : Centre de services partagés du Québec (CSPQ)
Budget total : 1 874,91 $

Sujet : **Annonce dans le cadre du transfert d'une partie des revenus de la taxe fédérale sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ)**
But visé : Annonce d'une aide financière pour la réalisation de projets d'infrastructures prioritaires aux circonscriptions provinciales de la Montérégie.
Fournisseurs : Centre de services partagés du Québec (CSPQ) et Centre de croissance Compagnon (Manoir d'Youville) (gré à gré)
Budget total : 1 632,93 $

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par une firme externe : d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016 , ventilées par type d'événements; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Sujet : **Annonce dans le cadre du transfert d'une partie des revenus de la taxe fédérale sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ)**
But visé : Annonce d'une aide financière pour la réalisation de travaux d'infrastructures aux municipalités de la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean.
Fournisseur : Centre de services partagés du Québec (CSPQ)
Budget total : 2 492,57 $

Sujet : **Annonce dans le cadre du transfert d'une partie des revenus de la taxe fédérale sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ)**
But visé : Annonce d'une aide financière pour la réalisation de projets d'infrastructures prioritaires aux municipalités des circonscriptions de Beauce-Nord et de Beauce-Sud.
Fournisseur : Centre de services partagés du Québec (CSPQ)
Budget total : 1 787,03 $

Sujet : **Annonce concernant de nouvelles mesures de réduction des délais d'audience à la Régie du logement**
But visé : Annonce concernant des solutions concrètes pour la réduction des délais d'audience à la Régie du logement.
Fournisseur : Centre de services partagés du Québec (CSPQ)
Budget total : 974,23 $

Sujet : **Annonce dans le cadre du transfert d'une partie des revenus de la taxe fédérale sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ)**
But visé : Annonce d'une aide financière pour la réalisation de travaux d'infrastructures aux municipalités de la région de Québec.
Fournisseurs : Centre de services partagés du Québec (CSPQ) et Ville de Québec (gré à gré)
Budget total : 1 145,85 $

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par une firme externe : d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016 , ventilées par type d'événements; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Sujet : **Annonce dans le cadre du transfert d'une partie des revenus de la taxe fédérale sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ)**

But visé : Annonce d'une aide financière pour la réalisation de projets d'infrastructures prioritaires à plusieurs municipalités de la région de Chaudière-Appalaches.

Fournisseur : Centre de services partagés du Québec (CSPQ)

Budget total : 1 215,98 $

Sujet : **Annonce dans le cadre du programme de reconstruction et de relance économique de la Ville de Lac-Mégantic**

But visé Annonce des versements des premières indemnisations dans le cadre du programme de reconstruction et de relance économique de la Ville de Lac-Mégantic.

Fournisseur : Centre de services partagés du Québec (CSPQ)

Budget total : 1 993,81 $

Sujet : **Annonce dans le cadre du transfert d'une partie des revenus de la taxe fédérale sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ)**

But visé : Annonce d'une aide financière pour la réalisation de projets d'infrastructures prioritaires à plusieurs municipalités de la région de l'Outaouais.

Fournisseur : Centre de services partagés du Québec (CSPQ)

Budget total : 1 549,44 $

Sujet : **Annonce dans le cadre du Fonds conjoncturel de développement (FCD)**

But visé : Annonce d'une aide financière pour la réfection de la piscine Marylène-Pigeon à la Ville de Bonaventure.

Fournisseur : Imprimeries des Anses inc. (gré à gré)

Budget total : 59,65 $

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 5	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; Organisée par une firme externe : d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

La liste des formations auxquelles ont participé les employés du Ministère se trouve dans la réponse à la question numéro 9 de la demande de renseignements particuliers.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 6	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes concernées.

Aucune formation en communication n'a été organisée par le Ministère en 2014-2015 pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 7	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Fournisseur	Objet du contrat	Coût	Mode d'octroi
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire			
Boucher, Sandy	Effectuer des tâches de soutien administratif et de secrétariat pour la Direction générale des affaires territoriales.	10 000,00 $	Gré à gré
Bureau des Intervieweurs Professionnels [1988] (BIP)	Réaliser un sondage Web composé de trois questionnaires.	11 050,00 $	Gré à gré
Communications Texto	Effectuer différents travaux reliés à la révision linguistique de documents pour le Ministère.	10 000,00 $	Appel d'offres sur invitation
Construction Jean-Luc Groleau inc.	Réaliser une estimation détaillée du coût de construction à neuf d'un bâtiment à Lac-Mégantic.	5 000,00 $	Gré à gré
Copies de la Capitale	Effectuer l'impression du Rapport annuel de gestion 2013-2014 du Ministère.	1 006,13 $	Appel d'offres sur invitation
Danis, Marcel	Conseiller le Ministère dans le cadre de dossiers prioritaires et stratégiques.	20 000,00 $	Gré à gré
Déménagement Dolbec	Effectuer divers travaux d'aménagement pour le Ministère.	2 183,27 $	Entente gouvernementale
Éditions Le téléphone rouge	Effectuer divers travaux d'impression pour le Ministère.	1 874,76 $	Gré à gré
EMS ingénierie	Fournir des services professionnels pour la préparation et l'audition au Tribunal administratif du Québec dans la cause de contestation de la valeur de l'Hôpital de Baie-Saint-Paul contre la Ville de Baie-Saint-Paul.	6 000,00 $	Gré à gré
Graphissimo	Effectuer divers travaux de graphisme pour la Direction des communications.	20 000,00 $	Gré à gré

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 7	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Fournisseur	Objet du contrat	Coût	Mode d'octroi
Imprimerie Joseph Clermont	Effectuer divers travaux d'impression pour le Ministère.	14 366,00 $	Gré à gré
Imprimerie Transcontinental	Effectuer l'impression des affiches pour la Semaine de la municipalité 2014.	1 127,00 $	Appel d'offres sur invitation
Interconnexions LD	Effectuer des travaux de câblage pour le Ministère.	2 964,12 $	Gré à gré
McBryde, Anne	Effectuer différents travaux reliés à la traduction de documents du français vers l'anglais.	5 000,00 $	Appel d'offres sur invitation
Molac, Françoise	Assumer les fonctions de préposée aux renseignements pour le Cabinet du ministre et le Bureau du sous-ministre.	6 000,00 $	Gré à gré
Molac, Françoise	Effectuer des tâches de soutien administratif et de secrétariat pour la Direction générale des politiques.	24 500,00 $	Gré à gré
Muongsouvanh, Norah	Effectuer des tâches en pilotage pour le projet MOSAÏC du Ministère.	23 500,00 $	Gré à gré
Point Virgule	Effectuer différents travaux reliés à la révision linguistique de documents pour le Ministère.	20 000,00 $	Appel d'offres sur invitation
Publicité Méritas	Confectionner six trophées et huit plaques pour l'événement du Mérite municipal 2014.	3 116,00 $	Appel d'offres sur invitation
Publicité Méritas	Effectuer l'impression de plaques pour le Grand prix de la ruralité 2014.	1 235,00 $	Appel d'offres sur invitation
Quinn, Judy	Effectuer différents travaux reliés à la révision linguistique de documents pour le Ministère.	20 000,00 $	Appel d'offres sur invitation

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 7	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Fournisseur	Objet du contrat	Coût	Mode d'octroi
Sénéchal, Pierre	Effectuer différents travaux reliés à la révision linguistique de documents pour le Ministère.	10 000,00 $	Appel d'offres sur invitation
Solutions Girard inc.	Analyser les impacts financiers reliés aux obligations des municipalités concernant les niveaux de service des dessertes policières.	23 100,00 $	Gré à gré
Syntell inc.	Effectuer les travaux de changement de cycle relatifs à l'outil d'exploitation des indicateurs de gestion municipaux.	5 000,00 $	Gré à gré
Timmins, Stephen	Effectuer différents travaux reliés à la traduction de documents du français vers l'anglais pour le Ministère.	20 000,00 $	Appel d'offres sur invitation
Traducteurs Unis, Les	Effectuer différents travaux reliés à la traduction de documents du français vers l'anglais pour le Ministère.	10 000,00 $	Appel d'offres sur invitation
Traduction Documens inc.	Effectuer différents travaux reliés à la traduction de documents du français vers l'anglais pour le Ministère.	10 000,00 $	Appel d'offres sur invitation
Tremblay, Pierre-Luc	Fournir des services auprès de la Direction des infrastructures-Québec en rapport avec la prestation de service à la clientèle municipale relative aux infrastructures d'eau.	12 310,00 $	Gré à gré
Turgeon, Pierre	Obtenir des services professionnels relatifs à l'entretien, à l'assistance technique et à l'analyse des besoins du système informatique de la Société québécoise d'assainissement des eaux (SQAE).	10 000,00 $	Gré à gré
Ubiqus Canada inc.	Effectuer différents travaux reliés à la traduction de documents du français vers l'anglais pour le Ministère.	20 000,00 $	Appel d'offres sur invitation

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 7	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Fournisseur	Objet du contrat	Coût	Mode d'octroi
Commission municipale du Québec			
Deschamps Design	Effectuer l'impression du Rapport annuel 2013-2014 de la Commission municipale du Québec.	4 080,00 $	Gré à gré
Lechasseur Avocats ltée	Agir à titre de procureur de la CMQ dans le cadre des enquêtes effectuées en vertu de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.	15 000,00 $	Gré à gré
Lemieux, Denis M^{e}	Fournir des services d'analyse de documents, recherches, séances de travail et recommandations en tant qu'expert professionnel relativement aux pouvoirs d'enquête de la Commission municipale du Québec.	15 000,00 $	Gré à gré
Lemieux, Jacques	Fournir des services dans le cadre de l'enquête publique sur la Ville de L'Assomption.	15 000,00 $	Gré à gré
Net^{2} Évolution inc.	Coordonner les travaux relatifs aux textes finaux qui seront intégrés au site Internet de la Commission municipale du Québec.	3 200,00 $	Gré à gré
Tremblay Bois Mignault Lemay S.E.N.C.R.L.	Conseiller la Commission municipale du Québec sur la procédure établie pour tenir les enquêtes prévues à la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.	20 000,00 $	Gré à gré
Veilleux, Jean-Pierre	Effectuer une recherche sur les organismes ou institutions bénéficiant de pouvoirs similaires à ceux attribués à la Commission municipale du Québec.	1 500,00 $	Gré à gré

En date du 28 février 2015

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 8	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Le Ministère n'a fait aucun appel d'offres public pour un contrat de moins de 25 k$ en 2014-2015.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 9	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2013-2014 et en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format. a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande; f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Commission municipale du Québec		
Fournisseur	Montant accordé (coûts additionnels autorisés)	Motif de la demande
Gagné, Florent	22 982 $	Situation d'urgence

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 10	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Veuillez référer à la réponse de la question 7.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 11	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015 : a) le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système d'appel d'offres du gouvernement du Québec. www.seao.ca .

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 12	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 $ initié depuis l'année financière 2004-2005, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a. **Nom du projet :** Gestion des programmes d'infrastructures MOSAIC (D20) – Livraison 2
b. **Nature du projet :**
Nouvelle solution d'affaires qui vise à mettre en place les services permettant de gérer de façon uniformisée l'ensemble des programmes d'aide financière en infrastructures municipales
c. **Échéancier initial (et revu s'il y a lieu) :**
Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
d. **Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet :** 6 295 385 $[1]
e. **Évaluations du coût du projet les plus récentes :** 6 295 385 $[1]
f. **Coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière :**
Coûts en immobilisation seulement, 2014-2015, facturés au système SAGIR en date du 28 février 2015 : 26 435 $[2]
g. **Estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet :** 6 268 950 $
h. **Firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates :**
Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
i. **Pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour :**
Au 28 février 2015, le pourcentage de réalisation est de l'ordre de 12%.
j. **Nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet :** Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits.
k. **Nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :**
Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits.
l. **Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics :**
Non. La Politique cadre a été mise en place après le début du projet D20, en 2009.

[1] Ce montant représente les coûts prévus de la livraison 2 au 31 janvier 2015, incluant une enveloppe budgétaire pour des demandes de changement potentielles.
[2] La livraison 2 a débuté le 1er janvier 2015.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 12	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 $ initié depuis l'année financière 2004-2005, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a. **Nom du projet :** SGR2-L2 et SGR3
b. **Nature du projet :**
La solution d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR) est déployée dans l'ensemble de la fonction publique et vise à moderniser les systèmes de gestion des ressources, en procédant par priorité. Cette solution vise à instaurer les meilleures pratiques liées à la gestion des ressources humaines, financières et matérielles. Principalement, SGR2-L2 vise le suivi et le traitement de l'assiduité, la gestion des gains déclaratoires en libre-service, le suivi des stages probatoires, la gestion et le calcul des banques de vacances et des congés maladie ainsi que l'ajout d'une fonctionnalité libre-service pour consultation du dossier personnel. SGR3 vise la gestion des processus de dotation en ligne, notamment pour le recrutement, la mutation, la promotion, l'affectation et le replacement de l'outil « info-carrière ».
c. **Échéancier initial (et revu s'il y a lieu) :** Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
d. **Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet :**
Montant initial : 116 700 $
Montant révisé le 20 janvier 2014 : 87 400 $ incluant 65 900 $ pour SGR2-L2 et 21 500 $ pour SGR3
e. **Évaluations du coût du projet les plus récentes :**
SGR2-L2 : 58 536 $ (Terminé)
SGR3 : 21 500 $ (Non débuté)
f. **Coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière :**
2014-2015 : 23 550 $
g. **Estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet :** 21 500 $
h. **Firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates :** Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
i. **Pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour :** SGR2-L2 : 100 % et SGR3 : 0 %
j. **Nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet :** Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
k. **Nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :**
Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
l. **Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics :**
Non, l'implantation de SAGIR est une initiative gouvernementale.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 13	Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec; b) à l'extérieur du Québec.

Dépenses effectuées par le Cabinet ministériel, la Direction générale du Ministère et la haute direction des organismes publics pour l'année financière 2014-2015

Type de dépenses	Montant
Photocopie	17 352,31 $
Mobilier de bureau et ameublement	926,46 $
Décoration et embellissement	3 511,29 $
Distributeur d'eau de source	0 $
Remboursement des frais de transport, des frais d'hébergement et de repas	132 110,99 $
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 $
Participation à des congrès, des colloques et des sessions de type perfectionnement ou ressourcement :	
- au Québec	4 254,00 $
- à l'extérieur du Québec	0 $

Information au 28 février 2015

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 14	Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », IPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); c) le nombre de téléavertisseurs utilisés; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) les ordinateurs portables; j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés; k) le coût des frais d'itinérance. l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu

Type de dépense reliée à la téléphonie pour l'année financière 2014-2015	MAMOT	CMQ
a) Nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », IPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés)	28	17
b) et j) Nombre de tablettes électroniques (IPad ou autres) et de portables utilisés	33	19
c) Nombre de téléavertisseurs utilisés	Aucun	Aucun
d) Coûts d'acquisition des appareils (cellulaires et téléphones intelligents)	Aucun	Aucun
e) Coût d'utilisation des appareils (frais hors forfaits de téléphonie mobile)	548,81 $	66,01 $
f) Coût des contrats téléphoniques (téléphonie mobile)	16 596,46 $	6 738,50 $
g) Noms des fournisseurs	Rogers et Bell	Rogers et Bell
h) Nombre de minutes utilisées	118 310	30 600
i) Ordinateurs portables (Acquisition)	1	0
k) Coûts des frais d'itinérance[1]	548,81 $	66,01 $
l) Coûts de résiliation, s'il y a lieu[2]	3 105 $	

Informations en date du 28 février 2015.

[1] Coûts d'utilisation des appareils cellulaires qui ne sont pas inclus dans les forfaits de téléphonie mobile incluant les frais d'itinérance mais également divers autres éléments comme les messages texte avec photos et l'assistance annuaire.

[2] Les coûts de résiliation sont principalement dus à une opération de rationalisation des lignes de téléphonie mobile utilisées au MAMOT. Après analyse il s'est avéré plus avantageux de résilier les lignes inutilisées que d'assumer le coût du forfait pour ces lignes.

Études crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

A) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) POUR 2014-2015

35 ANS ET PLUS - MAMOT (Effectif régulier et occasionnel)

Catégories d'emploi	Tranches d'âge	Hommes	Femmes	Total	% sur le total des 35 ans et plus	Communautés culturelles	Handicapés	Anglophones	Autochtones
Cadres et administrateurs d'État	35 ans et +	36	18	54	13,8 %				2
Professionnels	35 ans et +	117	103	220	56,4 %	26	1	2	
Fonctionnaires et ouvriers	35 ans et +	21	95	116	29,7 %	6	3	1	2
	Total de l'effectif	174	216	390	100,0 %	32	4	3	4
% sur l'ensemble des employés du Ministère (492)		35,4 %	43,9 %	79,3 %		8,7 % de l'ensemble des employés du Ministère (43/492)			

35 ANS ET PLUS - CMQ (Effectif régulier et occasionnel)

Catégories d'emploi	Tranches d'âge	Hommes	Femmes	Total	% sur le total des 35 ans et plus	Communautés culturelles	Handicapés	Anglophones	Autochtones
Membres d'organismes	35 ans et +	6	6	12	60,0 %				
Cadres et administrateurs d'État	35 ans et +		2	2	10,0 %				
Professionnels	35 ans et +		1	1	5,0 %				
Fonctionnaires et ouvrier	35 ans et +		5	5	25,0 %				
	Total de l'effectif	6	14	20	100,0 %				
% sur l'ensemble des employés de la CMQ (22)		27,3 %	63,6 %	90,9 %		0 % de l'ensemble des employés du Ministère (0/22)			

Études crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

B) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) POUR 2014-2015

34 ANS ET MOINS - MAMOT (Effectif régulier et occasionnel)

Catégories d'emploi	Tranches d'âge	Hommes	Femmes	Total	% sur le total des 34 ans et moins	Communautés culturelles	Handicapés	Anglophones	Autochtones
Cadres et administrateurs d'état	34 ans et -		1	1	1 %				
Professionnels	34 ans et -	34	47	81	79,4 %	3			
Fonctionnaires et ouvriers	34 ans et -	6	14	20	19,6 %	2			
Total de l'effectif		40	62	102	100,0 %	5			
% sur l'ensemble des employés du Ministère (492)		8,3 %	12,6 %	20,7 %		1,0 % de l'ensemble des employés du Ministère (5/492)			

Données au 28 février 2015 excluant les étudiants et stagiaires et cabinet
Source d'information : SDE INV MIN

34 ANS ET MOINS - CMQ (Effectif régulier et occasionnel)

Catégories d'emploi	Tranches d'âge	Hommes	Femmes	Total	% sur le total des 34 ans et moins	Communautés culturelles	Handicapés	Anglophones	Autochtones
Membres d'organisme	34 ans et -				0 %				
Cadres et administrateurs d'état	34 ans et -								
Professionnels	34 ans et -	1		1	50 %				
Fonctionnaires et ouvriers	34 ans et -	1		1	50 %			1	
Total de l'effectif		2	0	2	100,0 %			1	
% sur l'ensemble des employés de la CMQ (22)		9,1 %	0 %	9,1 %		4,5 % de l'ensemble des employés du Ministère (1/22)			

Études crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

C) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL (incluant la Commission municipale du Québec) POUR 2014-2015

Ministère et CMQ

Catégories d'emploi	Total
Cadres et membres d'organisme CMQ	464,5
Professionnels	3 013,0
Fonctionnaires et ouvriers	2 748,0
TOTAL	**6 225,5**

NOTE : l'information transmise par SAGIP ne permet pas de faire la distinction entre le MAMOT et la CMQ.

Comprends les codes d'absences 120, 240, 246, 248, 270 et 424
Ces chiffres EXCLUENT le personnel de cabinet et les étudiants/stagiaires
Données au 6 mars 2015
Source : SAGIP

Études crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

D) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR 2014-2015
Ministère et CMQ

Catégories d'emploi	0 à 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et +	TOTAL
Cadres	7	15	16	16	**54**
Professionnels	74	130	52	47	**303**
Fonctionnaires et ouvriers	64	51	11	17	**143**
Total	**145**	**196**	**79**	**80**	**500**
Outre l'information ci-dessus, la source d'information SAGIP ne permet pas de ventiler les réserves en nombre de jours ou d'en estimer la valeur ($)					

NOTE : l'information transmise par SAGIP ne permet pas de faire la distinction entre le MAMOT et la CMQ.
Excluant l'information concernant les commissaires de la CMQ
Données au 6 mars 2015
Source d'information : SAGIP

Études crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

E) LE NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, CONGÉS, ETC.) ; - LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL (incluant la Commission municipale du Québec) POUR 2014-2015

Ministère et CMQ

Heures supplémentaires réalisées

Catégories d'emploi	Total
Professionnels	7 807,47
Fonctionnaires et ouvriers	1 341,03
TOTAL	**9 148,50**

Coût total des heures compensées en congé ($)

Catégories d'emploi	Total
Professionnels	283 724,11
Fonctionnaires et ouvriers	46 083,27
TOTAL	**329 807,38**

Coût total des heures payées ($)

Catégories d'emploi	Total
Professionnels	75 900,13
Fonctionnaires et ouvriers	2 750,66
TOTAL	**78 650,79**

NOTE : l'information transmise par SAGIP ne permet pas de faire la distinction entre le MAMOT et la CMQ.
Ne s'applique pas au personnel d'encadrement et au personnel de cabinet
Données au 6 mars 2015
Source d'information : SAGIP

Études crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

F) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL POUR 2014-2015

Ministère et CMQ

Catégories d'emploi	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Membres d'organismes CMQ	Le détail des périodes de vacances n'est pas disponible pour cette catégorie												**47,0**
Cadres	20,0	6,0	118,0	263,0	366,5	76,0	45,5	30,5	122,5	50,5	54,5	55,0	**1 208,0**
Professionnels	218,5	146,5	532,0	1 385,5	1 871,5	291,0	184,0	99,5	583,5	212,0	152,5	209,5	**5 886,0**
Fonctionnaires et ouvriers	151,0	109,5	351,5	758,0	764,5	170,5	130,0	101,0	319,0	123,5	120,0	66,5	**3 165,0**
Total	**389,5**	**262,0**	**1 001,5**	**2 406,5**	**3 002,5**	**537,5**	**359,5**	**231,0**	**1 025,0**	**386,0**	**327,0**	**331,0**	**10 306,0**

NOTE : l'information transmise par SAGIP ne permet pas de faire la distinction entre le MAMOT et la CMQ.
Ces chiffres EXCLUENT le personnel de cabinet et les étudiants/stagiaires
Données au 6 mars 2015
Source d'information : SAGIP

Études crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

G) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR 2014-2015

Ministère et CMQ

Catégories d'emploi	0 à 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et +	TOTAL
Membres d'organismes (CMQ)	9	1			**10**
Cadres	13	36	1	1	**51**
Professionnels	148	94	1	0	**243**
Fonctionnaires et ouvriers	66	25	0	0	**91**
TOTAL des personnes	**236**	**156**	**2**	**1**	**395**

Outre l'information ci-dessus, la source d'information SAGIP ne permet pas de ventiler les réserves en nombre de jours ou d'en estimer la valeur ($)

NOTE : l'information transmise par SAGIP ne permet pas de faire la distinction entre le MAMOT et la CMQ.

Ces chiffres EXCLUENT le personnel de cabinet et les étudiants/stagiaires
Données au 6 mars 2015
Source d'information : SAGIP

Études crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

H) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE POUR 2014-2015

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

I) LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTE ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS

Les informations quant au nombre de personne, par catégorie d'emploi, qui reçoivent une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, renferment des renseignements personnels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. En raison des paragraphes 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59, ces renseignements sont confidentiels. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Études crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

J) l'évolution des employés réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) Et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

ANNÉE 2014-2015 (MAMOT)

Catégories d'emploi	Bas St-Laurent	Saguenay-Lac-St-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Mtl	Outa-ouais	Abitibi-Témisca-mingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec	Gaspésie-I-de-la-M	Chaudière-Appalaches	Lanau-dière	Laurentides	Montérégie	Centre-du-Québec	TOTAL
Cadres et administrateurs d'État	1	1	33	2	1	6	1	1	2	1	1	1	1	1	1	1	**55**
Professionnels : Inclus CGRH et ingénieurs	4	4	165	3	4	42	3	5	4	1	4	5	4	3	4	3	**258**
Fonctionnaires et Ouvriers	2	2	72	2	0	17	1	2	2	1	3	2	2	1	2	2	**113**
Total	**7**	**7**	**270**	**7**	**5**	**65**	**5**	**8**	**8**	**3**	**8**	**8**	**7**	**5**	**7**	**6**	**426**

ANNÉE 2014-2015 (CMQ)

Catégories d'emploi	Bas St-Laurent	Saguenay-Lac-St-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Mtl	Outa-ouais	Abitibi-Témisca-mingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec	Gaspésie-I-de-la-M	Chaudière-Appalaches	Lanau-dière	Laurentides	Montérégie	Centre-du-Québec	TOTAL
Membres d'organisme			6			6											**12**
Cadres et administrateurs d'État			2														**2**
Professionnels : Inclus CGRH et ingénieurs			2														
Fonctionnaires et Ouvriers			2			2											**6**
Total			**12**			**8**											**20**

Données au 28 février 2015
Source d'information : SDE

Études crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

K) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR POUR 2014-2015

POUR LE MINISTÈRE

ANNÉE	EMPLOYÉS
2014-2015	**80 (incluant ingénieurs et CGRH)**

Données au 28 février 2015
SOURCE : SAGIR

L) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE POUR 2014-2015

28 employés du Ministère bénéficient d'un traitement supérieur en raison d'un horaire majoré.

Études crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

M) LE NOMBRE DE POSTES (ETC RÉGULIERS) PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

ANNÉE 2014-2015 MAMOT

Catégories d'emploi	Bas St-Laurent	Saguenay L-St-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Mtl	Outa-ouais	Abitibi-Tém.	Côte-Nord	Nord-du-QC	Gaspésie-I-de-la-M	Chaudière Appal.	Lanau-dière	Lauren-tides	Monté-régie	Centre-du-QC	TOTAL
Cadres et administrateurs d'État	1	1	35	1	1	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	**55**
Professionnels	4	4	185	4	4	47	4	5	4	3	5	5	4	4	5	4	**291**
Fonctionnaires et Ouvriers	2	1	84	2	1	23	1	2	2	1	3	1	2	2		2	**129**
Total	**7**	**6**	**304**	**7**	**6**	**76**	**6**	**8**	**7**	**5**	**9**	**7**	**7**	**7**	**6**	**7**	**475**

Études crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

ANNÉE 2014-2015 CMQ

Catégories d'emploi	Bas St-Laurent	Saguenay L-St-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Mtl	Outa-ouais	Abitibi-Tém.	Côte-Nord	Nord-du-QC	Gaspésie-I-de-la-M	Chaudière Appal.	Lanau-dière	Lauren-tides	Monté-régie	Centre-du-QC	TOTAL
Membres d'organisme			8			7											**15**
Cadres et administrateurs d'État			2														**2**
Professionnels			2														**2**
Fonctionnaires et Ouvriers			3			2											**5**
Total			**15**			**9**											**24**

Données 28 février 2015
SOURCE : SDE
Ces données concernent l'effectif régulier alloué par le Conseil du trésor et incluent les postes vacants.

Études crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

N) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

O) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

P) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 16	Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : a) le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées; b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées; d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : Comme prévu au Plan de gestion des ressources humaines (cible du Conseil du Trésor), 60 % des départs à la retraite sont remplacés. Pour l'année 2014-2015, 10 remplacements ont été réalisés.

c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 : 57 personnes admissibles à la retraite pour le MAMOT et 7 personnes admissibles à la retraite pour la CMQ.

d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : 5 retraités.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 17	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de la dite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Municipalité	Adresse	Superficie locative en m^2	Coût au m^2	Total annuel $	Coûts d'aménagement $ (du 01-04-2014 au 28-02-2015)
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire					
Baie-Comeau	625, boulevard Laflèche	317,50	205,18	66 903,60	
Îles-de-la-Madeleine	224, chemin Principal, Cap-aux-Meules	58,22	173,68	10 384,68	
Chandler	500, avenue Daigneault	217,48	124,80	28 275,76	
Châteauguay	233, boulevard Saint-Jean-Baptiste	179,49	185,45	31 336,36	
Chibougamau	215, 3e Rue	253,21	188,49	49 016,16	
Saguenay	227, rue Racine Est	267,84	192,84	53 044,80	
Gatineau	170, rue de l'Hôtel-de-Ville	289,74	235,37	70 037,40	
Joliette	40, rue Gauthier Sud	274,20	190,43	53 625,84	
Montréal	800, Place Victoria	3 196,27	322,01	1 072 976,16	
Québec	10, rue Pierre-Olivier-Chauveau	14 194,50	197,07	2 968 408,68	4 018,21
Rimouski	337, rue Moreault	270,17	136,08	67 180,32	
Rouyn-Noranda	170, avenue Principale	286,58	215,81	63 516,72	
Longueuil	201, Place Charles-Lemoyne	342,62	126,44	44 490,36	
Saint-Jérôme	161, rue de la Gare	200,88	217,90	44 953,68	
Sherbrooke	200, rue Belvédère Nord	325,32	205,05	67 140,12	
Thetford Mines	1100, boulevard Frontenac Est	220,74	207,73	47 092,32	
Trois-Rivières	100, rue Laviolette	328,85	133,38	44 319,72	
Victoriaville	62, rue Saint-Jean-Baptiste	316,06	150,25	48 770,16	
	Total	**21 539,67**		**4 831 472,84**	**4 018,21**
Commission municipale du Québec					
Montréal	500, boulevard René-Lévesque Ouest	720,22	343,21	253 860,84	
Québec	10, rue Pierre-Olivier-Chauveau	716,12	197,08	144 943,56	
	TOTAL	**1 436,34**		**398 804,40**	

Notes : Toutes les ententes d'occupation sont signées avec la SQI.
Toutes les superficies sont occupées.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 18	Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Cabinet	Endroit	Détails	Coût (au 28 février 2015)
Cabinet ministériel Moreau	Québec : 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau	• Travaux de peinture pour trois locaux.	3 511,29 $
		• Changement de la porte et travaux d'insonorisation entre la salle de conférence et le local adjacent.	506,92 $

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 19	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2014-2015 et pour 2015-2016, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour les années financières 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Cabinet du ministre Pierre Moreau

Membres du personnel	Titre de fonction	Port d'attache
Boivin, Johanne	Attachée politique	Québec
Boucher, Stéphanie	Attachée politique	Québec
Labrie, Gervaise	Employée de soutien	Québec
Lapointe, Isabelle	Attachée politique	Châteauguay
Lavoie-Girard, Maxime	Attaché politique	Québec
Lessard, Jean-Robert	Attaché politique	Montréal
Lévesque, Jean-Félix	Attaché politique	Montréal
Mercier, Philippe	Attaché politique	Châteauguay
Paquet, Denis	Directeur de cabinet adjoint	Québec
Paquin, Pierre	Attaché politique	Montréal
Parent, Olivier	Directeur de cabinet	Québec
Poulin, Catherine	Attachée politique	Québec
Rancourt, Joëlle	Employée de soutien	Québec
Sary, Cristelle	Attachée politique	Montréal

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 19	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2014-2015 et pour 2015-2016, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour les années financières 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

La description d'emploi

Veuillez vous référer à l'article 3 de la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre (4-83) qui stipule les attributions respectives aux directeurs de cabinet, attachés politiques ou employés de soutien.

La masse salariale depuis le 24 avril 2014

Cabinet du ministre Pierre Moreau : 910 000 $ à compter du 24 avril 2014.

Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Tous les employés des cabinets ministériels doivent signer ces directives lors de leur entrée en fonction.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 20	Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Bénéficiaire	Montant
À l'Eau Péribonka	1 000 $
Abri de la Rive-Sud	1 000 $
Adaptavie	1 000 $
Amélie & Frédérick, service d'entraide	1 500 $
Appartenance Mauricie, société d'histoire régionale	2 000 $
Association des artistes peintres affiliés de la Rive-Sud (AAPARS)	1 500 $
Association des clubs d'entrepreneurs étudiants du Québec	1 000 $
Association des sourds de la Mauricie inc.	1 500 $
Association québécoise de prévention du suicide	1 000 $
Association québécoise des jeunes parlementaires	1 000 $
Ballet classique du Haut-Richelieu	1 000 $
Baluchon Alzheimer	500 $
Capsana	10 000 $
Carrefour-Ressources	1 000 $
CASA-CAFI (centre d'aide aux familles immigrantes)	500 $
Centre africain de développement et d'entraide	1 000 $
Centre C.A.R.M.E.N.	1 000 $
Centre communautaire de loisirs Jean-Noël Trudel	2 000 $
Centre d'aide à la Famille	1 000 $
Centre d'aide et d'action bénévole de Charlesbourg	2 000 $
Centre d'amitié autochtone de Québec	1 000 $
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	1 000 $

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 20	Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Bénéficiaire	Montant
Centre de ressources familiales du Haut-Saint-Laurent	1 000 $
Centre Durocher	300 $
Châteauguay & Valley Irish Heritage Association	3 500 $
CLSC Kateri	500 $
Club d'âge d'or italiano di Laval	2 000 $
Club d'aviron de Boucherville	2 500 $
Club optimiste de Hull	1 000 $
Comité de revitalisation commerciale de Louiseville	1 000 $
Comité des fêtes du 100e de Donnacona	500 $
Comité organisateur de la finale des Jeux du Québec - Été 2014	600 $
Commission de développement économique de Saint-Donat	1 000 $
Commission scolaire New Frontiers	1 000 $
Coopérative de solidarité santé Saint-Isidore	5 000 $
Corporation de Transport collectif de la MRC Maskinongé	1 000 $
Corporation des fêtes du 200e de Drummondville	1 500 $
Culture et Loisirs Entrelacs	2 000 $
École Louis-Saint-Laurent	2 000 $
Entraide familiale de l'Outaouais	5 000 $
Exporail Musée ferroviaire canadien	1 000 $
Fédération interdisciplinaire de l'horticulture ornementale du Québec	1 000 $
Festival de Blues de Donnacona	500 $
Festival de films CINEMANIA	1 000 $

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 20	Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Bénéficiaire	Montant
Festival de la famille d'Argenteuil	2 000 $
Festival forestier Saint-Raymond – La Grosse Bûche	500 $
Festival Molokaï	1 000 $
Festival Saint-Lambert en Fête	2 000 $
Festival Western Dégelis	500 $
Fête des vendanges Magog-Orford	1 000 $
Fêtes Gourmandes Internationales de Laval (FGIL)	500 $
Fierté Montréal	1 000 $
Fondation Anna-Laberge	5 000 $
Fondation Centre Hospitalier Comté de Huntingdon	1 000 $
Fondation Cité Joie	500 $
Fondation de l'école Saint-Michel	500 $
Fondation du Centre Jacques Cartier	5 000 $
Fondation du Centre jeunesse de Québec	20 000 $
Fondation Hôpital Charles-LeMoyne	2 000 $
Fondation Institut de gériatrie de Montréal	2 000 $
Fondation Jean Marc Paquet	2 000 $
Fondation la Maison d'hébergement Le Baluchon	1 000 $
Fondation Philippe Boucher	3 000 $
Fondation Serge Marcil	1 000 $
GéoCongrès 2014	1 000 $
Héritage Saint-Bernard	1 500 $

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 20	Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Bénéficiaire	Montant
Initiative 1, 2, 3, Go! Rivière-des-Prairies	1 000 $
Institut national canadien pour les aveugles	1 000 $
Jeunes pousses	2 000 $
Jeux de la francophonie canadienne Gatineau 2014	2 000 $
Karma création	1 000 $
La Coupe internationale	2 000 $
La Fête du Lac des Nations	1 500 $
La Fondation canadienne du rein – Section de Québec	1 000 $
La Maison de jeunes Kekpart	1 000 $
La Maison du Partage d'Youville inc.	1 000 $
La Maisonnée Paulette Guinois	5 000 $
La P'tite École de Lac-Édouard	2 000 $
La Rencontre Châteauguoise	2 500 $
La Rencontre Châteauguoise	1 000 $
La Tournée des Chefs "Goûtez le Québec"	1 000 $
La Traversée Internationale du Lac Memphrémagog	5 000 $
L'Accolade Santé mentale	500 $
Le Chaînon	1 500 $
Le Fablier, une histoire de familles	1 000 $
Le Mondial des cidres de glace	5 000 $
Le Noël du Pauvre cœur du Québec	1 500 $
Le Rendez-vous des papilles	1 000 $

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 20	Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Bénéficiaire	Montant
L'Élan des jeunes	5 000 $
Les amis de Samuel	500 $
Les Amis et riverains de la Rivière Châteauguay	3 000 $
Les Banques alimentaires du Québec	15 000 $
Les Habitations Oasis de Pointe-Saint-Charles	1 500 $
Les Habitations Patrimoniales de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	5 000 $
Les Maisons familiales par amour	500 $
Les productions Fiest-Apo	1 500 $
Les Promotions Châteauguay	1 500 $
Les Scouts du Montréal métropolitain	3 000 $
Lettres en main	1 000 $
L'Heure des enfants	1 000 $
Louiseville fête son 350e	2 000 $
Maison de la famille de Sherbrooke	500 $
Maison des jeunes La Porte Ouverte	500 $
Municipalité d'Albanel	5 000 $
Municipalité de Bolton-Ouest	5 000 $
Municipalité de Laverlochère	1 000 $
Municipalité de Petite-Vallée	3 000 $
Municipalité de Saint-Clet	4 000 $
Municipalité de Saint-Élie-de-Caxton	2 000 $
Municipalité de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2 000 $

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 20	Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Bénéficiaire	Montant
Municipalité de Saint-Prime	5 000 $
Municipalité du Village de Grandes-Piles	5 000 $
Municipalité du village de Sainte-Jeanne-d'Arc	5 000 $
Municipalité Les Coteaux	3 000 $
Musique du Bout du Monde	1 000 $
Œuvre des terrains de jeux Sainte-Germaine-Station	3 000 $
Office municipal d'habitation de Lambton	3 500 $
Office municipal d'habitation Kativik	1 500 $
Parc des Chutes Coulonge	2 500 $
Partage-Action de l'Ouest de l'Île	5 000 $
Projet Communic-Action	500 $
Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal	1 000 $
Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec	1 500 $
Résidences Monchénou	1 500 $
Ressource de transition le Tournant	500 $
Royal Canadian Legion Branch 108	3 000 $
Sainte-Flore... Rendez-vous des peintres inc.	2 000 $
Seigneurie Mon Toit	3 000 $
Société canadienne de la sclérose en plaques	2 000 $
Société de développement du réservoir Kiamika	4 000 $
Société de la mise en valeur de la Maison O'Neil et de son site	2 000 $
Société du domaine Maizerets	2 000 $

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 20	Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Bénéficiaire	**Montant**
Société Montréal-Nord 2015	5 000 $
Société pour les enfants handicapés du Québec	1 500 $
Spectacle aérien des Cantons de l'Est	1 000 $
Sympholium	5 000 $
Tennis Outaouais Performance	1 000 $
Tour cycliste de l'Abitibi	1 000 $
Université McGill	4 000 $
Ville de Hampstead	1 500 $
Ville de Roberval	2 000 $
total	**306 900 $**

En date du 11 mars 2015

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 21	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

En date du 28 février 2015, aucune personne n'est rémunérée par le Ministère sans occuper un poste.

Information au 28 février 2015

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 22	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 23	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2014-2015, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) prévisions pour 2015-2016; c) par catégorie d'âge.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 24	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté et d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucune personne rémunérée par le Ministère n'est affectée à d'autres organismes.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 25	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

Abonnements - Ministère des Affaires municpales et de l'Occupation du territoire	Quantité	Coût total
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires, mise à jour	8	911,60 $
Actualité juridique municipale - bulletin	8	4 288,00 $
CEDROM SNI - abonnement au service Eureka.ca	1	6 650,00 $
Citation - Droit du travail en ligne	1	2 312,97 $
Code civil du Québec annoté	1	66,50 $
Code civil du Québec annoté	1	80,90 $
Code civil du Québec annoté	1	87,90 $
Code civil du Québec annoté	1	88,90 $
Code civil du Québec annoté	1	103,95 $
Code civil du Québec annoté	1	210,90 $
Code des municipalités, lois et annotations jurisprudentielles	1	878,00 $
Code des municipalités, lois et annotations jurisprudentielles	2	1 822,00 $
Code des municipalités, lois et annotations jurisprudentielles	2	2 648,00 $
Code des municipalités, lois principales et complémentaires	6	1 980,00 $
Code des municipalités, lois principales et complémentaires	1	341,00 $
Code des municipalités, lois principales et complémentaires	1	381,00 $
Code municipal	4	312,00 $
Code municipal	6	834,00 $
Code municipal	9	1 287,00 $
Code municipal	1	261,95 $

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 25	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

Abonnements - Ministère des Affaires municpales et de l'Occupation du territoire	Quantité	Coût total
Code municipal et lois connexes	1	63,00 $
Code municipal et lois connexes	11	731,50 $
Code municipal et lois connexes	1	266,00 $
Communautés métropolitaines et chartes municipales	2	1 308,00 $
Communautés métropolitaines et chartes municipales	4	2 692,00 $
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	31	11 687,00 $
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	15	5 745,00 $
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	3	1 452,00 $
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	1	694,00 $
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	2	1 418,00 $
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	1	739,00 $
Johnson Canada Law Book	1	178,99 $
Journal de Québec	1	246,96 $
Journal La Frontière	1	57,06 $
Journal La Gatineau	1	60,00 $
Journal La Sentinelle	1	41,66 $
Journal La Tribune	1	135,72 $
Journal La Tribune	1	201,76 $
Journal La Tribune	1	227,76 $
Journal Le Canada Français	1	51,48 $

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 25	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

Abonnements - Ministère des Affaires municpales et de l'Occupation du territoire	Quantité	Coût total
Journal Le Haut-Saint-François	1	43,40 $
Journal Le Soleil	1	171,08 $
Journal Le Soleil	1	203,40 $
Journal Les Affaires	1	80,04 $
La corporation sans but lucratif	1	220,00 $
La Presse	1	179,40 $
La Presse	1	192,40 $
La Terre de chez nous	1	91,00 $
L'Action Nationale	1	145,00 $
Le Droit	1	230,65 $
Le Journal de Lévis	1	130,00 $
Le Nouvelliste	1	225,16 $
Le Quotidien	1	249,61 $
Le Radar	1	101,00 $
Le règlement municipal	3	885,00 $
L'écho Abitibien	1	57,06 $
L'Écho de Frontenac	1	26,10 $
Législation complémentaire au Code municipal et à la Loi sur les cités et villes	20	5 960,00 $
Législation complémentaire au Code municipal et à la Loi sur les cités et villes	1	308,00 $
Législation complémentaire au Code municipal et à la Loi sur les cités et villes	1	448,90 $

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 25	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

Abonnements - Ministère des Affaires municpales et de l'Occupation du territoire	Quantité	Coût total
Les cahiers de droit	1	57,17 $
Loi municipales, volumes 1 et 2	7	714,00 $
Loi sur la fiscalité municipale annotée	6	677,40 $
Loi sur l'aménagement et l'urbanisme annotée	1	114,90 $
Loi sur l'aménagement et l'urbanisme annotée	16	1 966,40 $
Loi sur les cités et villes	18	2 502,00 $
Loi sur les cités et villes	1	143,00 $
Loi sur les cités et villes	1	261,95 $
Loi sur les cités et villes et lois connexes	2	126,00 $
Loi sur les cités et villes et lois connexes	3	199,50 $
Loi sur les élections et les référendums et Loi sur l'organisation territoriale	2	160,00 $
L'Oie blanche	1	125,00 $
Lois des cités et villes	1	74,00 $
Lois des cités et villes	6	558,00 $
Lois du Québec 2013	1	300,00 $
Magazine Gaspésie	1	23,49 $
Magazine Urba	1	57,00 $
Magazine Vitalité Économique	2	77,86 $
Registre du domaine de l'État	1	1 218,00 $
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail	1	1 785,71 $

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 25	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

Abonnements - Ministère des Affaires municpales et de l'Occupation du territoire	Quantité	Coût total
Relations du travail en milieu municipal	1	845,00 $
Revue de Droit	1	18,00 $
Revue de Droit	1	54,00 $
Revue de Droit	1	75,00 $
Revue du Notariat	1	94,95 $
Revue générale de Droit	1	75,00 $
Revue juridique Thémis	1	48,00 $
Revue Organisations et territoires	1	90,00 $
Revue Quorum	2	104,00 $
Stanstead Journal	1	39,14 $
The Civil - 1 à 4 accès Internet	1	115,00 $
The West Quebec Post	1	32,01 $
Total au 28 février 2015	**265**	**76 222,14 $**

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 25	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

Abonnements - Commission municpale du Québec	Quantité	Coût total
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires, mise à jour	2	227,90 $
Code civil du Québec et code de procédure civile	1	74,00 $
Code municipal	1	74,00 $
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	4	1 508,00 $
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	2	766,00 $
Journal de Montréal	1	135,20 $
La Presse	1	179,40 $
Le Devoir	1	183,04 $
Loi municipales, volumes 1 et 2	1	74,00 $
Loi sur la fiscalité municipale annotée	1	112,90 $
Loi sur l'aménagement et l'urbanisme annotée	1	122,90 $
Loi sur les cités et villes	1	66,50 $
Loi sur les cités et villes et lois connexes	1	63,00 $
Loi sur les élections et les référendums et Loi sur l'organisation territoriale	1	74,00 $
Tribunaux administratifs du Québec	2	81,80 $
Tribunaux administratifs du Québec	2	187,90 $
Total au 28 février 2015	**23**	**3 930,54 $**

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 26	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Le Ministère n'a déboursé aucune somme de cette nature en 2014-2015.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 27	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Gestion du site Web du Ministère pour 2014-2015	 CSPQ CSPQ		0 $ (mise à jour réalisée à l'interne) 1 200 $ (hébergement) 21 437 $ (entretien et amélioration)	Continuelle	Entretien et amélioration du site Web. Rédaction, réécriture et révision de différents documents et pages du site Web du Ministère.
Intranet ministériel Mise à jour 2014-2015	 CSPQ		0 $ (mise à jour réalisée à l'interne) (hébergement et entretien)[1]	Continuelle	Rédaction, réécriture et révision de différents documents et pages de l'intranet ministériel. Entretien et amélioration du site intranet.

[1] Le CSPQ n'est pas en mesure d'identifier dans l'entente de base les coûts d'hébergement et d'entretien attribuables à ce projet.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 27	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Gestion du site Web Élections municipales pour 2014-2015	CSPQ		0 $ (mise à jour réalisée à l'interne) (hébergement et entretien)[1]	Ponctuelle, en fonction des besoins	Mise à jour, selon les besoins.
Gestion du site Web Semaine de la municipalité pour 2014-2015	CSPQ		0 $ (mise à jour réalisée à l'interne) (hébergement et entretien)[1]	Ponctuelle, en fonction des besoins	Mise à jour, selon les besoins.

[1] Le CSPQ n'est pas en mesure d'identifier dans l'entente de base les coûts d'hébergement et d'entretien attribuables à ce projet.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 27	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

Nom du Site	**Firme ou professionnel**	**Coûts construction**	**Coûts hébergement entretien et mise à jour**	**Fréquence de mise à jour**	**Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement**
Gestion du site Web Municipalité durable pour 2014-2015	CSPQ		0 $ (mise à jour réalisée à l'interne) (hébergement et entretien)[1]	Ponctuelle, en fonction des besoins	Mise à jour, selon les besoins.
Gestion du site Web du Secrétariat à la région métropolitaine (SRM) pour 2014-2015	CSPQ		0 $ (mise à jour réalisée à l'interne) 483 $ (hébergement)	Continuelle	Les seuls coûts pour le maintien du site Web concernent l'hébergement. Le site du SRM a été créé en mai 2013 par des ressources internes de la Direction des communications du MCE.
PGAMR www.portailmunicipal.gouv.qc.ca 2014-2015	CSPQ		0 $ (mise à jour réalisée à l'interne) (hébergement et entretien)[1] 54 818 $ (amélioration)	Ponctuelle	Mise à jour, selon les besoins.

[1] Le CSPQ n'est pas en mesure d'identifier dans l'entente de base les coûts d'hébergement et d'entretien attribuables à ce projet.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 27	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

Site	Description
www.electionsmunicipales.gouv.qc.ca	Les objectifs de ce site, mis en ligne en février 2005 et conçu par la Direction des communications du Ministère, étaient de : • mettre en valeur le rôle de la municipalité dans la vie de tous les jours; • y intéresser le citoyen et susciter sa participation au vote; • susciter les candidatures de citoyens et de citoyennes et plus particulièrement de femmes, de jeunes et de membres des communautés culturelles aux élections; • mettre en valeur le rôle de l'élu municipal et sa contribution essentielle à la société; • mettre en valeur l'événement historique que constituent les élections 2005, moment charnière en politique municipale québécoise, puisque les élections municipales ont eu lieu pour la première fois en même temps dans toutes les municipalités québécoises. Pour les élections municipales 2009, le site a été revu par la Direction des communications du Ministère : nouveau concept visuel, réorganisation de la structure d'information et mise à jour du contenu. Au début de 2013, le site a été entièrement revu (concept graphique et structure d'information) pour tenir compte des élections municipales en novembre 2013.
www.semainedelamunicipalite.gouv.qc.ca	Ce site, conçu dans le but de promouvoir la Semaine de la municipalité auprès des citoyens et des municipalités, vise à mettre de l'avant les actions et les valeurs qui caractérisent les communautés du Québec et également à mieux faire connaître les nombreux services offerts par les municipalités. C'est pendant l'année 2009-2010 que ce site a vu le jour. Lors des années antérieures, l'information concernant la Semaine de la municipalité se trouvait directement dans le site Web ministériel (concept visuel et contenu).

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 27	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

Site	Description
PGAMR www.portailmunicipal.gouv.qc.ca	Le Portail gouvernemental des Affaires municipales et régionales (PGAMR) est un portail offrant une porte d'accès sécuritaire aux services électroniques transactionnels entre les organismes municipaux et les ministères et organismes du gouvernement du Québec. Il utilise les services d'authentification de clicSÉQUR Entreprise pour garantir la sécurité des transactions. Vingt et une prestations électroniques de services (PÉS) sont actuellement disponibles via le PGAMR dans treize domaines d'affaires : • SESAMM : système électronique de saisie de données financières des municipalités-trois PÉS; • Indicateurs : suivi des indicateurs de gestion municipaux; • STEFE : financement permanent des municipalités-deux PÉS; • SOMAE : système de suivi des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux; • Territoires : système d'information et de gestion de l'aménagement et développement du territoire; • GDT : système de transmission des permis municipaux de construction et de rénovation-deux PÉS; • Compens@tions : programme de compensations tenant lieu de taxes; • Pacte Rural : reddition de compte dans le cadre du Pacte Rural, Laboratoires ruraux et produits de spécialité-deux PES; • FCCQ : présentation d'un projet dans le cadre du Fonds Chantier Canada-Québec; • PIQM et PIQM-Conduites : présentation d'un projet dans le cadre du programme Infrastructures Québec-Municipalités; • TECQ : reddition de compte dans le cadre du programme des Taxes sur l'Essence Canada-Québec; • PRECO : saisie des demandes financières pour le programme de renouvellement des conduites d'eau potable et eaux usées; • GESV : gestion environnementale des sels de voirie; • PRIMEAU : programme d'infrastructure municipale d'eau. Dix-huit PÉS sont sous la responsabilité du MAMOT alors que GDT est sous la responsabilité de la Régie du bâtiment et GESV du ministère des Transports du Québec. Le PGAMR offre également quatre transferts de fichiers sécurisés pour : • les demandes au Fonds municipal Vert; • les déclarations à la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable; • le transfert des certificats de l'évaluateur; • les demandes d'autorisation du Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et mesures de surveillance.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 27	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

Commission municipale du Québec

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Nombre de «hits» par jour	Nombre de «hits» par semaine	Nombre de «hits» par mois	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
www.cmq.gouv.qc.ca Mise à jour 2014-2015	Réseau Internet Québec inc. Communications Imago inc.		2 283 $ (hébergement et mise à jour)					
www.cmq.gouv.qc.ca Refonte du site 2014-2015	Net2 Évolution Net2 Évolution Furaxe	2 450,00 $ 9 575,00 $ 3 300,00 $						Le site Web est en voie de refonte. Le site est modifié pour respecter les standards du gouvernement du Québec sur l'accessibilité du Web et permettre aux organismes à but non lucratif de compléter le formulaire de reconnaissance aux fins d'exemption de taxes en ligne. **Dépenses au 28 février 2015 :** Net2 Évolution : coordonner les travaux pour les textes finaux : 2 450,00 $. Net2 Évolution : concevoir et réaliser le site en conformité avec le programme d'identification visuelle et l'accessibilité du Web : 9 575,00 $. (contrat octroyé en 2013-2014 se terminant le 30 septembre 2014). Furaxe : Direction artistique, graphisme et ergonomie du site : 3 300,00 $ (contrat octroyé en 2013-2014 se terminant le 30 septembre 2014).

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 28	Nominations, depuis le 1er avril 2014, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) les contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.

Veuillez référer à la réponse de la question numéro 7.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 29	Pour 2014-2015, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Veuillez référer à la réponse de la question générale n°2.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 30	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 : a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2014-2015 des ministères et organismes gouvernementaux.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 31	La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2014-2015 : a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Veuillez référer aux réponses des questions 1 et 2.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 32	La liste des ententes et leur nature, signées en 2014-2015 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 33	Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 34	Tel que le mentionne la *Politique de financement des services publics*, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2015-2016.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2014-2015 des ministères et organismes gouvernementaux.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 35	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2014-2015 et les prévisions 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 36	Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2015-2016 et 2016-2017, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Programme	Remboursements 2014-2015 obtenus au 28 février 2015 en contrepartie des :	
	Subventions versées	**Frais de gestion des programmes**
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale	28 807 067 $	0 $
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	7 300 000 $	0 $
Fonds Chantiers Canada-Québec Collectivités et Grandes Villes	38 145 480 $	1 891 283 $
Fonds Chantiers Canada-Québec Grands projets	17 894 762 $	0 $
Fonds Chantiers Canada-Québec Programme de recherche appliquée dans le domaine des infrastructures municipales	0 $	0 $
Fonds de stimulation de l'infrastructure	0 $	0 $
Taxe fédérale d'accise sur l'essence II	0 $	0 $
Taxe fédérale d'accise sur l'essence III[1]	363 673 450 $	0 $

[1] La contribution fédérale attribuée par la SOFIL au MAMOT selon l'entente signée le 23 juin 2014 correspond à 1 891,2 M$. Le remboursement annuel indiqué correspond à 19,23 % de cette somme.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

FONDS SUR L'INFRASTRUCURE MUNICIPALE RURALE

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
Exercice 2014-2015			
2014-04-01	2 736 643 $		
2014-09-26	961 032 $		
2014-09-26	504 046 $		
2014-09-26	2 044 729 $		
2014-09-26	7 966 054 $		
2014-10-06	726 306 $		
2014-10-06	15 033 $		
2014-10-06	1 191 578 $		
2014-10-20	3 132 978 $		
2014-10-20	246 000 $		
2014-11-24	4 582 082 $		
2014-11-24	350 000 $		
2014-11-24	1 776 087 $		
2014-12-19	2 398 682 $		
2014-12-19	175 817 $		
Total 2014-2015	28 807 067 $	Total 2014-2015	0 $

FONDS CANADIENS SUR L'INFRASTRUCTURE STRATÉGIQUE

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
Exercice 2014-2015			
2014-12-24	7 300 000 $		
Total 2014-2015	0 $	Total 2014-2015	0 $

FONDS CHANTIER CANADA QUÉBEC VCGV

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
Exercice 2014-2015			
2014-04-01	3 331 032 $	2014-09-23	10 $
2014-09-26	4 074 926 $	2014-09-23	426 985 $
2014-10-03	4 341 121 $	2014-11-18	36 391 $
2014-10-03	1 628 228 $	2014-09-29	360 798 $
2014-10-20	1 297 968 $	2014-11-21	572 339 $
2014-10-24	7 990 255 $	2015-02-24	494 760 $
2014-10-28	1 607 361 $		
2014-11-17	5 579 121 $		
2014-11-17	2 433 420 $		
2014-12-24	5 862 048 $		
Total 2014-2015	38 145 480 $	Total 2014-2015	1 891 283 $

FONDS CHANTIER CANADA QUÉBEC GP

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
Exercice 2014-2015			
2014-06-18	630 097 $		
2014-06-16	2 535 166 $		
2014-08-11	443 426 $		
2014-08-11	1 415 667 $		
2014-08-25	4 155 442 $		
2014-09-11	2 677 117 $		
2014-11-04	4 136 837 $		
2014-12-31	1 901 010 $		
Total 2014-2015	17 894 762 $	Total 2014-2015	0 $

FONDS CHANTIER CANADA QUÉBEC PRADIM

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
Exercice 2014-2015			
Total 2014-2015	0 $	Total 2014-2015	0 $

FONDS DE STIMULATION DE L'INFRASTRUCTURE

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
Exercice 2014-2015			
Total 2014-2015	0 $	Total 2014-2015	0 $

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 37	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Le montant total des primes au rendement et des bonis payés en 2014-2015 s'élève à 108 960,93 $.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 38	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ n'est allouée au personnel du Ministère, et ce, pour toute catégorie d'emploi.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 39	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2014-2015 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 40	Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 41	Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés; c) boni ou prime relié au déplacement de la fonction.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n°42	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Le Ministère du Conseil exécutif répondra à cette question pour les comités sous sa responsabilité. Concernant les comités formés par le MAMOT veuillez consulter la réponse à la question numéro 47 de la demande de renseignements particuliers.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 43	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 44	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministérielles existants à la fin de l'année financière 2014-2015 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2015-2016. Pour chacun des programmes existants en 2014-2015, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2015-2016, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 45	Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe de cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 46	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord en 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2014-2015 seulement.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 47	Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord pour 2014-2015 et prévision pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2014-2015 seulement.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 48	Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics. Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sou quel format. Si oui, fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 49	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Dépense prévue selon le PARI (opération et capital) en informatique pour 2014-2015[1] :

- Opération :11 804 500 $
- Capital : 10 643 800 $

Les informations sur les grands dossiers en cours sont disponibles au tableau de bord (site Internet – https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/).

Pour le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques, veuillez référer à la réponse de la question numéro 11.

[1] Montants apparaissant à la PARI 2014-2015, excluant la rémunération.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 50	a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale. b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

b) Aucune indemnité n'est versée lors du départ à la retraite.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 51	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organisme de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour années financières 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme

La réponse à cette question se retrouve aux demandes de renseignements généraux n° 15 c) et 15 f).

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 52	Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre : a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. Fournir les prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande n° 53	Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2014-2015 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au rapport annuel 2014-2015 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2015-2016
Demande de renseignements généraux

Demande nº 54	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 en indiquant pour chacun : a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.